

Mathieu Billa

LA BATAILLE DES ARDENNES

La vie brisée des sinistrés

Racine

Mise en pages : MC Compo, Liège

Couverture : Studio Lannoo

Toutes reproductions ou adaptations d'un extrait quelconque de ce livre,
par quelque procédé que ce soit, sont interdites pour tous pays.

© Éditions Racine, 2015
Tour et Taxis, Entrepôt royal
86C, avenue du Port, BP 104A • B - 1000 Bruxelles

D. 2015, 6852. 7
Dépôt légal : mai 2015
ISBN 978-2-87386-931-1

Imprimé aux Pays-Bas

PRÉFACE

La guerre, selon l'adage bien connu de Clausewitz, est la continuation de la politique par d'autres moyens. L'étude remarquable que nous livre aujourd'hui Mathieu Billa sur base de recherches acharnées dans les fonds d'archives et d'une fine collecte de témoignages « vécus » nous inciterait à écrire que les dommages de guerre et la reconstruction de régions dévastées appartiennent aussi au domaine de la politique, parfois la plus politicienne.

En cette année où la Belgique commémore l'arrêt en janvier 1945 de la Bataille des Ardennes, dernier coup de dés désespéré de la machine de guerre allemande, il est bon que l'historien dépasse les discours redondants sur tel ou tel épisode guerrier de la résistance acharnée des forces alliées pour se pencher sur l'épouvantable sort des populations civiles subissant le déluge de feu des armées aux prises, suivi d'une très lente politique de reconstruction.

Certes, c'est alors qu'« ils reviennent » et l'on doit continuer à savoir gré aux Britanniques comme aux *boys* d'outre-Atlantique de s'être sacrifiés, dans ces étendues qu'ils connaissaient mal, aux paysages hostiles et couverts de neige, pour sauvegarder nos libertés retrouvées. Ce n'est toutefois pas faire injure à leur mémoire que de rappeler que l'élection présidentielle aux États-Unis en novembre 1944 avait imposé, dans le souci d'éviter l'impact de pertes humaines trop abondantes dans les semaines précédant l'élection, un certain *gel* des opérations autour d'Aachen, permettant à la *Wehrmacht* d'effectuer dans une relative quiétude le *build-up* de ses forces dans l'Eifel. Ni de constater que la majorité des destructions importantes furent effectuées lors de la phase de reconquête s'achevant en janvier 1945, la puissance de feu alliée, aviation et artillerie de campagne, se déployant sans retenue contre les poches de résistance allemandes, même fort minimes, et les troupes en retraite.

L'Ardennais, et c'est tout à son honneur, a la tête dure et le cœur chevillé à sa terre. Il ne faudra pas s'étonner que la lenteur des opérations de reconstruction soit attribuée à un dédain, dans les sphères dirigeantes de Bruxelles, pour ces régions où, dans le contexte de la Question royale, « on pensait mal » et l'exprimait tout aussi mal à partir de 1946 dans les urnes. Le tout nouveau PSC, récupérant l'électorat catholique paysan d'avant-guerre, avait claqué la porte de la coalition gouvernementale le 19 juillet 1945, après le « déballage » Van Acker et la loi sur l'impossibilité de régner, et n'y rentrerait que le 19 mars 1947, après que, avec les prodromes de la Guerre froide, les communistes l'eurent quittée, bon gré mal gré. Autrement dit, la période où les besoins des Ardennais étaient les plus pressants, les plus urgents à résoudre est précisément celle où les ministères clés du Ravitaillement et de la Reconstruction étaient occupés par des personnalités communistes et où les besoins des populations ardennaises étaient relayés par des interpellations fort musclées de parlementaires de l'opposition PSC. On conçoit fort bien que les ministres en place aient quelque peu favorisé les régions industrielles où leurs électeurs étaient bien représentés, mais il faut aller plus loin dans l'analyse que l'exploitation d'un conflit politicien PSC / PCB. En effet, résultat de la guerre, le monde paysan resta suspect, traité d'accapareur de denrées alimentaires, chicaneur, égocentrique alors que lui-même estimait se raidir dans une attitude antiétatique, anti-bureaucratique, prolongement de la lutte qu'il mena sous l'Occupation contre les ingérences de la CNAA (Corporation nationale de l'agriculture et de l'alimentation). Il y avait aussi, et certains textes cités par Mathieu Billa sont à cet égard révélateurs, la sourde hostilité face au centralisme bruxellois. Cela n'est pas propre au monde paysan et ardennais. En 1945, dans les villes touchées par les V1 et V2, courait un dicton reflétant les frustrations de l'hiver 1944-1945 : « Pendant qu'Anvers et Liège mouraient sous les bombes, Bruxelles dansait »...

Rendons grâce à l'auteur d'avoir rappelé ces temps où la liberté n'avait pas le même goût selon que, comme dans la chanson, on la regardait de villes et villages en ruines ou de la rue de la Loi.

Francis Balace
Professeur ordinaire honoraire
Université de Liège

INTRODUCTION

Le 6 avril 2009, un tremblement de terre ravage la ville italienne de L'Aquila, chef-lieu de la région des Abruzzes. Le bilan est lourd : près de 65 000 sinistrés et plus de 300 morts. L'Europe entière est sous le choc en découvrant les équipes de secouristes italiennes et internationales qui retirent les corps des décombres. Des services d'aide aux victimes sont rapidement mis en place et la situation se stabilise doucement. La vie reprend progressivement son cours. Les jours s'enchaînent et l'opinion publique se détourne peu à peu du sujet. Plus d'un an après les faits, en juillet 2010, les médias annoncent que les sinistrés de L'Aquila manifestent dans les rues de Rome afin d'obtenir un meilleur soutien de la part du gouvernement. Plus récemment, en janvier 2014, une affaire de corruption dans les travaux de reconstruction impliquant huit individus proches des autorités de la Ville éclate, alors que bon nombre de quartiers sont encore en ruine. Près de cinq ans après le tremblement de terre, la situation à L'Aquila est encore loin d'être résolue et l'on en aurait presque oublié le sort des sinistrés de cette triste cité.

Depuis toujours, les phénomènes destructeurs – guerres, catastrophes naturelles ou épidémies – marquent les esprits car ils « rompent la normalité. Ce qui est familier devient étranger¹ ». Il y a véritablement un « avant » et un « après ». Le changement est tellement brutal qu'on n'en retiendrait que celui-ci. Le lent processus de reconstruction et le sort des populations contraintes de tout recommencer au point de départ attire dès lors moins les projecteurs. La vie de ceux qui ont tout perdu après la catastrophe n'en demeure pas moins exceptionnelle. Les sinistrés n'ont d'autre choix que de se relever pour retrouver un logement décent et faire valoir leurs droits. Mais comment font-ils exactement ? On peut s'interroger sur

leur quotidien et sur la manière avec laquelle ce retour à la vie s'effectue.

L'Ardenne victime de la dernière offensive allemande de la Seconde Guerre mondiale à l'Ouest met des années pour se relever. De nombreux livres rendent compte des faits d'armes des militaires engagés dans les affrontements de décembre 1944 et janvier 1945. Les conséquences de la bataille y sont souvent abordées, mais elles se résument généralement à des chiffres et à la brève évocation des premières opérations de secours. Par contre, aucun ouvrage digne de ce nom ne traite spécifiquement de l'Ardenne après les combats et du sort de la population civile vivant dans la région dévastée. Aucun livre ne relate non plus le sort des sinistrés en Belgique après la Seconde Guerre mondiale. La reconstruction du pays en elle-même reste également très peu connue. La période de sortie de guerre fait l'objet de nombreux ouvrages dans lesquels d'autres questions tout aussi marquantes (Question royale, Miracle belge, répression de la collaboration, Guerre froide...) sont détaillées mais peu s'attardent en détail le processus de reconstruction après la guerre.

La Bataille des Ardennes a touché une large zone s'étendant globalement sur le grand-duché de Luxembourg et sur le territoire de trois provinces belges (Liège, Luxembourg et Namur). Toutes les personnes ayant subi un dommage matériel important, mobilier ou immobilier, des suites de cette bataille sont considérées comme sinistrés ardennais. Pour cibler mes recherches, j'ai décidé de me concentrer sur la situation dans la province de Luxembourg durant les trois premières années suivant le conflit. Seuls les arrondissements administratifs touchés directement par la Bataille des Ardennes, c'est-à-dire ceux de Marche-en-Famenne, de Bastogne et de Neufchâteau, ont été pris en compte.

Ce livre se base principalement sur le fruit de recherches menées de 2009 à 2011 dans le cadre de mon mémoire de master en histoire. Ce travail, qui porte sur les relations entre les sinistrés ardennais et l'État central de 1945 à 1948², a été réalisé à l'Université catholique de Louvain sous la direction des professeurs Laurence Van Ypersele et Emmanuel Debruyne. Grâce à ce dernier, l'opportunité de transformer mon mémoire de fin d'étude en une publication s'est vite présentée. J'ai donc poursuivi mon enquête et remanié le travail de base.

Pour réaliser mon mémoire, des archives émanant d'institutions publiques permanentes ont été consultées. Il s'agit des annales et

documents parlementaires, des procès-verbaux des conseils des ministres, de certaines pièces de ministères et, enfin, des papiers des cabinets du gouverneur de la province et des commissaires d'arrondissements de Marche et Bastogne. Plusieurs archives d'organismes publics d'exception et d'organisations subventionnées par l'État se sont révélées intéressantes. Les documents émanant de la Croix-Rouge et d'autres organismes de secours nous permettent d'approcher les conditions de vie des sinistrés. Les journaux de l'époque nous transmettent aussi ce genre d'information. À côté de cela, la presse nous permet de saisir toute une série d'informations des plus diverses ainsi que d'approcher le cadre idéologique dans lequel l'opinion publique est conditionnée. Les nombreux témoignages écrits et oraux, récoltés dans des publications, dans des dépôts d'archives et directement auprès des anciens sinistrés, restent par ailleurs une source essentielle pour comprendre la vie des civils après la bataille. Les rencontres avec les nombreux témoins restent indubitablement des moments marquants.

Après avoir rendu mon mémoire, j'ai enrichi mon *corpus* documentaire en consultant notamment les archives des communes de La Roche, Bastogne, Wardin, Villers-la-Bonne-Eau, Noville et Longvilly ainsi que des documents de l'armée américaine se trouvant aux *National Archives and Records Administration* à Washington DC (NARA). Ces recherches supplémentaires m'ont donné l'opportunité de détailler certains aspects du phénomène et de mieux comprendre celui-ci. Les clichés pris à l'époque par l'armée américaine m'ont permis de visualiser concrètement ce que je découvrais à travers les écrits et les paroles des anciens sinistrés. Les témoins m'ont quelques fois aussi fait partager des photos de famille, documents parfois touchants et surtout très intéressants pour mettre une image sur la vie après le départ des troupes. En ce qui concerne l'iconographie, la contribution des passionnés et des collectionneurs privés s'est enfin révélée essentielle. Les noms de toutes ces personnes qui m'ont aidé et les références exactes des dépôts et fonds d'archives consultés se trouvent dans la bibliographie en fin d'ouvrage.

Pour découvrir au mieux le sort des sinistrés, il importe de revenir sur le contexte de la guerre et de l'après-guerre en Belgique de même que sur la Bataille des Ardennes. Le bilan matériel et humain des combats sera ainsi dressé. Les premières opérations de secours déployées dans la zone sinistrée seront ensuite décrites. Ces actions sont rapidement suivies par les travaux de restauration et de

reconstruction qui débutent dès le début du printemps 1945^a. Les sinistrés y assistent et y prennent parfois part eux-même. Leur quotidien durant toute la période sera mis en lumière, notamment par l'histoire personnelle de l'un d'eux. Le problème des sinistrés est également politique ; nous le découvrirons dans le dernier chapitre.

a La distinction entre la restauration et la reconstruction telles qu'elles sont présentées ici est expliquée au début du troisième chapitre.

Chapitre I

LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES MATÉRIELLES

La Belgique dans la Deuxième Guerre mondiale

Le 10 mai 1940, l'armée allemande envahit la Belgique pour la deuxième fois en moins de 30 ans. La politique d'indépendance adoptée dès 1936 dans un contexte de tensions internationales afin d'éviter une entrée en guerre n'aura pas empêché Hitler de lancer ses blindés, son aviation et ses troupes à travers le pays. Après 18 jours de combats, l'armée belge dépose les armes et le roi Léopold III décide de rester en Belgique auprès de la population. Une grande partie du gouvernement du Premier ministre catholique Hubert Pierlot se retrouve à Londres après diverses péripéties, d'où elle continue la guerre au côté des Alliés. Avant de quitter le Royaume, les ministres ont confié les commandes du pays aux secrétaires généraux, les plus hauts fonctionnaires des départements ministériels restés en Belgique. Contraints de suivre les instructions de l'administration militaire allemande du général Alexander von Falkenhausen, ces derniers adoptent des positions diverses, allant de la collaboration à l'opposition. Durant les quatre longues années d'Occupation, beaucoup essaient d'opter pour une politique du « moindre mal » au bénéfice du pays et de la population. Les secrétaires généraux ne parviennent néanmoins pas à empêcher l'occupant d'exploiter économiquement la Belgique en faveur de l'effort de guerre allemand. Dans ce contexte, les prix des denrées augmentent et le rationnement de la population est de mise. Dans les villes et régions industrielles, la population a souvent faim. Un marché noir se développe et bon nombre de citoyens vont s'approvisionner directement chez le producteur à la campagne. Plusieurs sillonnent ainsi les routes ardennaises afin d'acheter des produits aux cultivateurs. Bien qu'obligés de fournir une partie de leurs récoltes à l'occupant, ces

derniers peuvent plus aisément dissimuler les vivres qu'ils produisent. En général, les régions rurales souffrent donc moins de l'Occupation que le reste du pays. Les Allemands y sont aussi globalement moins présents. Les vastes forêts reculées de l'Ardenne constituent un abri pour les personnes recherchées par l'occupant. Bon nombre de personnes s'y cachent afin d'échapper à la répression ou aux obligations imposées par les nazis. Si une petite partie des Belges (0,64 %) collabore avec les Allemands, environ 2 % de la population leur résistent. De la même manière que la collaboration, la résistance prend diverses formes : militaire, politique, idéologique, etc. Un faible nombre de partisans entrent en action dès 1940. Ils sont cependant de plus en plus nombreux au fil des mois. Des centaines de citoyens belges – obligés à partir d'octobre 1942 d'aller travailler en Allemagne – désobéissent et prennent le maquis. Malgré les évasions et les protestations, non loin de 200 000 personnes vont œuvrer dans les usines du *Reich*. Les rangs de la Résistance se gonflent encore par la suite, notamment après la défaite allemande à Stalingrad au début de l'année 1943. Outre les maquisards, les nazis traquent également les personnes qu'ils considèrent comme « non désirables ». Les 56 000 Juifs répertoriés en Belgique en font partie. Environ 25 000 d'entre eux sont emmenés vers les camps de la mort. Seuls 5 % en reviennent en 1945. Les camps, la répression et les exécutions font 15 000 autres victimes, principalement des opposants, des réfractaires et des résistants. Le pays n'échappe donc pas à la politique raciale et totalitaire du régime hitlérien. La population belge vit, comme le reste de l'Europe occupée par les armées allemandes, de rudes moments entre 1940 et 1944. Cette dernière année voit cependant de grands changements se profiler. Le 6 juin, les Alliés débarquent en Normandie. En Belgique, la population commence à croire que la libération est proche. L'occupant continue néanmoins à diriger le pays en faisant appliquer ses mesures avec de plus en plus de fermeté. En juillet, l'administration militaire de von Falkenhausen est ainsi remplacée par une gouvernance civile dirigée par Josef Grohé, un nazi convaincu. La chasse aux opposants s'intensifie dès lors. Après de rudes combats de plus de deux mois dans le bocage normand, les troupes allemandes commencent enfin à reculer devant les armées alliées. Paris est libéré le 25 août et le 2 septembre 1944, les premières troupes britanniques foulent le sol belge près de Tournai. Le lendemain, elles libèrent la capitale. Moins de dix jours plus tard, la quasi-totalité du pays est sous le contrôle

des Alliés. La population accueille les libérateurs avec une joie profonde. Un véritable climat d'euphorie règne durant ces premières journées de septembre³. La réalité fait cependant vite déchanter les plus optimistes. Malgré la fuite des Allemands, plusieurs restrictions restent effectivement en vigueur et la guerre continue. Des combats ont encore lieu jusqu'en novembre pour libérer totalement le port d'Anvers et l'estuaire de l'Escaut. Dès la fin du mois d'octobre 1944, les troupes américaines se livrent à des affrontements meurtriers en territoire allemand, non loin de la frontière belge. À partir de ce moment, les premières bombes volantes allemandes V1 et V2 tombent sur les villes belges. Ce sont principalement Liège et Anvers qui en sont les cibles. Le 16 décembre 1944, les Allemands lancent finalement une grande offensive à travers les Ardennes qui surprend autant les militaires alliés que les autorités belges⁴. Repoussés hors de Belgique à la fin du mois de janvier 1945, il faut attendre le 8 mai 1945 pour que les nazis capitulent mettant ainsi fin à la Seconde Guerre mondiale en Europe.

La Belgique sort de la guerre

Dès la libération du territoire national, le pays entre dans la période de la Régence. Opérant depuis Londres dès l'automne 1940, le gouvernement d'Hubert Pierlot revient en Belgique le 8 septembre 1944. Les Chambres, constatant l'impossibilité de régner du Roi, déporté par les Allemands depuis juillet 1944, nomment alors son frère Charles à la régence du Royaume. C'est le début de la Question royale⁵. Cette controverse déchaînera les passions jusqu'en 1950. Elle oppose les partisans du roi Léopold III, principalement représentés par les catholiques, à ses opposants. Ceux-ci ne veulent pas que le souverain revienne sur le trône, car son attitude pendant la guerre n'a pas été irréprochable. En 1940, il entre en effet en désaccord avec le gouvernement, refusant de le suivre à Londres. Par après, sa position vis-à-vis de l'Allemagne est ambiguë : entretien avec Hitler, négociations pour régner sur une partie du pays, volonté de négocier une paix séparée, etc. Son remariage en 1941 avec Lilian Baels, fille d'un ancien ministre catholique flamand, n'est pas apprécié par l'opinion publique belge. Entre 1944 et 1950, la Question royale provoque de nombreuses crises et plusieurs modifications gouvernementales. Elle prend fin le 8 août 1950, lorsque Léopold III abdique en faveur de son fils Baudouin I^{er}, mettant ainsi fin aux

grèves et aux violences déclenchées par son retour en Belgique quelques mois auparavant⁶.

Au sortir de la guerre, les autorités belges s'attellent à restaurer le calme et la démocratie. Le pays vit dans un certain climat d'instabilité politique. De janvier 1945 à décembre 1947, la Belgique connaît sept gouvernements. Ceux-ci doivent traiter plusieurs grands problèmes spécifiques à l'après-guerre. Parmi ces derniers, citons le désarmement de la Résistance, qui se passe sans grand mal, et le jugement des inciviques. Cette affaire prend aussi ses racines dès la Libération puisque, à ce moment, la répression de la collaboration dépasse bien vite les limites d'une justice « sereine ». Sous la pression des mouvements de résistance, de nombreux dossiers, aboutissant la plupart du temps à des non-lieux, sont constitués. De surcroît, l'intensité des peines varie en fonction de la juridiction et du moment. La politique de répression de l'incivisme donne lieu à divers incidents, dont la démission de ministres de la Justice en 1946, en 1947 et en 1952⁷. Outre ces problèmes bien spécifiques à l'après-guerre, la période de la Régence est caractérisée par des débats autour de la question scolaire. Défenseurs de l'enseignement « libre » s'opposent ainsi aux partisans du réseau officiel. La question linguistique fait elle-même couler de l'encre à l'époque. Elle resurgit notamment lors du Congrès national wallon de Liège en 1945, durant lequel une majorité des 450 congressistes votent, de façon sentimentale, pour le rattachement de la Wallonie à la France. L'idée du fédéralisme y est également discutée⁸.

En plus des questions politiques évoquées, le gouvernement doit finalement traiter des problèmes économiques et sociaux qui bousculent le pays. La Belgique connaît, entre 1945 et 1948, moins de problèmes que la majorité des autres pays d'Europe occidentale. Le maintien en état de fonctionnement de certains de ses pôles, comme le port d'Anvers, par exemple, et l'assurance de son autonomie au niveau de l'approvisionnement en ressources énergétiques n'y sont pas pour rien. Sous l'impulsion du ministre des Finances Camille Gutt, une politique d'assainissement monétaire ramène la circulation d'argent à un niveau « normal ». Malgré la contestation de la population qui voit une partie de sa fortune bloquée, cette opération est bénéfique pour le pays puisqu'elle permet de limiter la hausse des prix et des salaires⁹. L'économie belge ne se relance néanmoins pas directement et sans problème. De 1945 à 1948, le pays baigne dans un certain climat d'inconstance caractérisé par le rationnement

des denrées, le marché noir ou le manque de charbon. Tout ceci entraîne de nombreuses grèves. En réponse, le gouvernement prend plusieurs mesures. La relance de l'industrie charbonnière sous la direction du ministre socialiste Achille Van Acker en est une. La « Bataille du charbon » devient une réussite lorsque la mise au travail des prisonniers allemands et l'arrivée d'ouvriers italiens dès l'été 1946 viennent pallier le manque de main-d'œuvre. Au final, la relance économique de la Belgique, favorisée à partir de 1947 par les aides américaines dans le cadre du plan Marshall, est en bonne voie. Le phénomène sera d'ailleurs qualifié de « Miracle belge¹⁰ ». Parallèlement à ce relatif retour à la prospérité, une politique sociale se développe. Dès le 28 décembre 1944, un système de sécurité sociale est ainsi instauré¹¹. Ceci ne signifie pas pour autant un retour au niveau de vie d'avant-guerre. En 1947, plusieurs produits sont encore soumis au rationnement et les contrôles et perquisitions des inspecteurs de l'État sont encore courants¹².

La guerre bouleverse aussi le contexte international. Dès la fin du conflit (le 8 mai 1945 en Europe et le 2 septembre 1945 en Asie), les relations entre deux grands alliés que sont les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique commencent à se dégrader : c'est le début de la Guerre froide. Le climat de méfiance envers les communistes devient ainsi de plus en plus marqué au sein de certaines couches de la société occidentale, notamment les couches dirigeantes. La fin de la guerre voit également la création de l'Organisation des Nations unies, à laquelle la Belgique prend part en 1945. Enfin, la ratification en 1947 des accords douaniers signés trois ans plus tôt avec les Pays-Bas et le Luxembourg concrétise le Benelux¹³. Ces éléments ne constituent que les grandes lignes de la période de la Régence^a.

La Bataille des Ardennes

Après le débarquement de Normandie, les Allemands voient progressivement la situation à l'Ouest s'enliser. Hitler informe alors ses officiers qu'il compte mener dès l'automne 1944 une contre-

a Pour plus de détails sur la période de la Régence, nous consulterons notamment les ouvrages suivants : DUJARDIN (V.) et VAN DEN WIJNGAERT (M.), *Nouvelle histoire de Belgique 1940-1950. La Belgique sans roi*, Bruxelles, 2010 ; STEPHANY (P.), *Les dessous de la Régence 1944-1950*, Bruxelles, 2003 ; MABILLE (X.), *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changements*, Bruxelles, 1997 ; DUMONT (G.-H.), *Histoire de la Belgique*, s.l., 1977 (Marabout Université) et GÉRARD (J.), *Chronique de la Régence*, Bruxelles, 1983.

offensive à partir des Ardennes. L'objectif est de s'emparer du port d'Anvers pour stopper le ravitaillement des Alliés. La percée allemande pourrait de cette manière séparer les Britanniques, principalement stationnés en Hollande et dans le Nord de la Belgique, des Américains, plus au Sud, afin de négocier une paix séparée à l'Ouest. Une fois ce pacte signé, l'Allemagne pourrait concentrer ses forces à l'Est pour en finir avec les Soviétiques. L'ensemble de l'état-major allemand n'approuve pas le projet démesuré, mais les ordres du *Führer* doivent être suivis. L'offensive est lancée le 16 décembre 1944 par une météo maussade clouant l'aviation alliée au sol. De Montjoie à Echternach, c'est quatre armées allemandes, totalisant près de 250 000 hommes, qui envahissent la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg. La surprise est totale, tant pour les Belges que pour les troupes américaines au repos dans la région. Beaucoup plus faibles numériquement, celles-ci sont vite dépassées par les événements. Elles arrivent néanmoins à ralentir l'avancée allemande en plusieurs endroits. La 6^e armée blindée, censée s'emparer d'Anvers, avance ainsi moins rapidement que prévu. La 5^e armée allemande progresse tout de même après avoir été ralentie à Saint-Vith. Ses troupes s'emparent de localités telles que Manhay, Houffalize, La Roche, Rendeux, Saint-Hubert ou Rochefort avant le 25 décembre. La réaction de l'état-major allié ne se fait pas attendre; plusieurs divisions sont envoyées vers le saillant des Ardennes dès le 17 décembre. Les ralentissements des premiers jours, la puissance militaire alliée et le manque de carburant dont souffrent les *Panzers* ont finalement raison de l'avancée allemande. À Noël, l'attaque est définitivement stoppée près de Dinant. Les affrontements ne se terminent pas pour autant. Ils vont même s'intensifier en certains endroits. Le 28 décembre, Hitler décide effectivement d'abandonner la marche sur Anvers pour concentrer le gros de ses forces sur la ville encerclée de Bastogne qui résiste depuis le 19, notamment grâce aux efforts de la 101^e division aéroportée américaine et d'autres unités telles que le groupement de combat B de la 10^e division blindée. La localité et ses alentours deviennent le théâtre d'âpres combats. En effet, après avoir rompu l'encercllement le 26 décembre en venant du sud, la 3^e armée américaine du général Patton doit repousser l'ennemi toujours désireux de s'emparer de la cité devenue symbolique¹⁴.

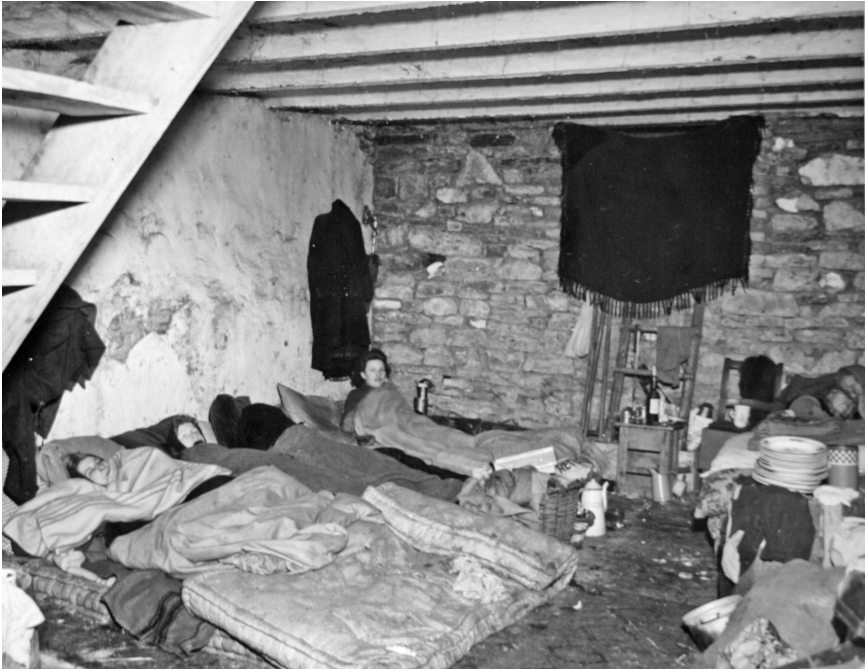
Depuis le 23 décembre, le ciel dégagé permet à l'aviation alliée de prendre l'air. Elle attaque donc directement l'ennemi de front, mais pilonne aussi systématiquement l'arrière de ses lignes afin

d'entraver son ravitaillement. Les régions envahies souffrent fortement de ces opérations aériennes. Les bourgades de La Roche-en-Ardenne et de Houffalize, toutes deux situées dans une vallée encaissée, sont par exemple littéralement rasées afin d'entraver le passage du charroi allemand vers le front. Selon l'historien Peter Schrijvers, environ un tiers des victimes civiles de la Bataille des Ardennes ont perdu la vie dans les bombardements aériens alliés. L'artillerie, amie comme ennemie, est également meurtrière pour la population. De nombreux habitants sont aussi victimes des mines, des grenades et, bien sûr, des balles. Outre les personnes touchées par les militaires dans la confusion des combats ou par des rafales perdues, plus de 250 civils sont massacrés par les nazis^a.

Dans ces moments éprouvants, les habitants cherchent généralement un peu de sécurité en se groupant. La solidarité permet de mieux faire face à la situation. Certains se cachent dans les forêts, d'autres dans des étables ou dans des granges. La plupart des civils se réfugient dans les caves de leurs maisons qu'ils partagent parfois avec des militaires, amis ou ennemis. Lors d'accalmies, les adultes sortent pour trouver le nécessaire à la survie, soigner le bétail ou enterrer les morts. Les sentiments de la population pendant la bataille passent de l'inquiétude à l'angoisse. Jean Guillaume, garçonnet de 13 ans de Sibret – localité située dans le périmètre de Bastogne – décrira plus tard l'impression des civils dans les caves : « Les militaires se déplacent, se protègent, sont maîtres du jeu. » Les civils sont, quant à eux, « emportés comme un fétu de paille dans le courant ». Dans cette situation, la religion constitue souvent un refuge, surtout dans une région fervente comme l'Ardenne à l'époque¹⁵.

Pour les habitants du nord du saillant, le calvaire dure plus d'un mois. Les Alliés doivent, en effet, repousser l'envahisseur au-delà de sa ligne de départ. Le 3 janvier 1945, la 1^{re} armée américaine et le 30^e corps d'armée britannique contre-attaquent donc à partir du nord-ouest. Les troupes allemandes commencent à se retirer petit à petit en livrant une résistance acharnée. La contre-offensive alliée est lente et rude pour les troupes des deux camps, qui doivent aussi affronter les assauts de l'hiver. Les températures descendent parfois à 20 degrés en dessous de zéro et la couche de neige dépasse les 40 centimètres. Les conditions de combats sont difficiles. La

^a En ce qui concerne la question des massacres commis durant la Bataille des Ardennes, nous renvoyons le lecteur au remarquable travail de l'historien Mathieu Longue (M. Longue, *Massacres en Ardennes. Hiver 1944-1945*, Bruxelles, 2006).



Civils réfugiés dans une cave à Marcourt, 12 janvier 1945.
NARA, 111-Civil Affairs-WWII-Belgium

situation des Allemands est d'autant plus inconfortable que leur ravitaillement est entravé. Cette météo ralentit également le déplacement des armées et provoque de nombreuses gelures de tranchées. Les Anglo-Américains repoussent tout de même progressivement l'ennemi, qui lutte vigoureusement. Le 16 janvier, la 1^{re} armée américaine venant du nord fait la jonction près de Houffalize avec les troupes du général Patton évoluant depuis le sud. Saint-Vith est reprise par les Américains le 23 janvier 1945. Le 31, les armées allemandes sont repoussées au-delà des positions dont elles s'étaient emparées un mois et demi auparavant. La Bataille des Ardennes est terminée. À partir de ce moment, les Américains poursuivent leurs attaques en direction des barrages de la Roer, rivière frontalière entre les Hautes-Fagnes et l'Allemagne. Plus au Nord-Ouest, les Britanniques se dirigent quant à eux vers la frontière germano-hollandaise dans la région du Rhin inférieur¹⁶.

Pour les protagonistes impliqués dans cette bataille, les pertes sont sensibles. Le nombre exact de morts, de blessés, de prisonniers

et de disparus est difficile à définir. Selon plusieurs travaux, le *Reich* aurait perdu entre 70 000 et 110 000 hommes. Du côté allié, les Américains compteraient approximativement 75 000 combattants mis hors de combat et les Britanniques non loin de 2 000. Pour les civils restés dans la zone de feu, le bilan est également lourd. En Belgique, entre 2 000 et 2 500 personnes ont été tuées, tandis qu'au grand-duché de Luxembourg, environ 500 personnes ont perdu la vie. Les infrastructures de la zone touchée ont aussi fortement souffert des affrontements. Au moins 11 000 immeubles ont été totalement mis hors d'usage dans les trois provinces belges de Namur, Liège et Luxembourg¹⁷.

Les conséquences de la bataille

Le bilan chiffré des pertes et des destructions

Plusieurs acteurs de l'époque ont tenté de dénombrer avec précision les destructions et les pertes. Nous avons retenu les chiffres rassemblés par Giovanni Hoyois. Juriste de formation, ce licencié en sciences politiques et sociales de l'Université catholique de Louvain sera l'un des spécialistes des problèmes ruraux après la guerre¹⁸. Ses premiers travaux en la matière portent sur l'Ardenne¹⁹. Après la bataille, il réalise un ouvrage sur les événements. En ce qui concerne le bilan des destructions, il s'est basé sur divers documents officiels tels que ceux du Haut-Commissariat à la défense de la population civile ou ceux du commissariat d'arrondissement de Bastogne²⁰. Comparons ses données avec celles du gouverneur de la province de Luxembourg²¹. Ces dernières ont été récoltées en février 1945 auprès des communes touchées par l'offensive.

TABLES DES MATIÈRES

Préface	5
Introduction	7
I La guerre et ses conséquences matérielles	11
La Belgique dans la Deuxième Guerre mondiale	11
La Belgique sort de la guerre	13
La Bataille des Ardennes	15
Les conséquences de la bataille	19
II Les secours pour les sinistrés	39
L'action des armées alliées envers les civils	39
Les interventions des organismes publics d'exception	44
Le rôle majeur de la Croix-Rouge	45
L'implication des institutions publiques permanentes	48
Les initiatives privées	59
La situation au printemps 1945	68
III La restauration et la reconstruction	71
La législation en matière de restauration et de reconstruction	71
Les institutions compétentes en matière d'aide aux sinistrés et de reconstruction	74
Le lent démarrage de la reconstruction	79
Les problèmes rencontrés	91

IV Le quotidien des sinistrés	99
Entre difficultés matérielles et incertitudes	99
De nouvelles rencontres	110
Le parcours d'un sinistré : Marcel Lafontaine	135
V L'engagement des sinistrés	145
Les organisations et manifestations de sinistrés	145
Les actions des sinistrés pour défendre leur cause	147
La question des sinistrés ardennais au Parlement belge	150
L'action des hommes politiques de la province	156
Une presse régionale engagée	161
Les représentations de l'Ardenne sinistrée et de ses habitants	165
Conclusion	171
Remerciements	175
Sources et bibliographie	177
Notes	187
Index des noms de personnes et de famille	205
Index des noms de localités	207